

La prépondérance des hydrocarbures dans l'économie algérienne.

Mr. Abdelhamid FEKIH - Université d'Oran 2

Melle. Sabiha TOUAMI - Université d'Oran 2

Résumé :

Une économie dépendante d'un seul secteur -celui des hydrocarbures- est vulnérable aux chocs extérieurs causés par les fluctuations des prix de commercialisation internationale du produit.

Lors de cet article, nous voudrions démontrer l'importance et la place des hydrocarbures dans l'économie algérienne, sachant que ces derniers dominent les exportations algériennes, comme autant la dépendance des finances publiques sur les revenus pétroliers. Posons la problématique des conséquences de cette situation sur l'ensemble de l'économie algérienne à partir d'une problématique qui est justifiée par des données empiriques qui appuient la thématique.

Mots clés : revenus pétroliers ; économie algérienne ; diversification économique ; conséquences macroéconomiques

ملخص:

يعتمد الاقتصاد الجزائري على قطاع المحروقات الذي يحتل مكانة كبيرة في تمويل نفقات الدولة، وبذلك فإن أي تقلب في سعر المنتج فانه يؤدي بطبيعة الحال الى حدوث صدمات خارجية تؤثر على الاقتصاد الوطني.

من خلال هذه الدراسة، نريد ابراز أهمية ومكانة ودور قطاع النفط في الاقتصاد الجزائري، بحيث ان هذا الأخير يهيمن الصادرات الجزائرية وذلك من خلال تناول نتائج الوضعية الاقتصادية الجزائرية وذلك بالاستعانة بجداول وبيانات إحصائية .

الكلمات المفتاحية :

العوائد البترولية، الاقتصاد الجزائري، التنوع الاقتصادي، نتائج الوضعية الاقتصادية الجزائرية

Introduction :

L'économie algérienne tire sa principale ressource financière des hydrocarbures qui contribuent d'une manière dominante dans les recettes de l'Etat, et ceci sur la base des recettes issues des énergies fossiles (fiscalité et autres), sachant que leurs exportations représentent pour l'année 2014 par exemple 95,5% de l'ensemble des exportations.

Dans ce contexte, nous tenons à développer une problématique à partir d'une étude empirique synthétisant une recherche sur l'hypothétique des hydrocarbures en Algérie.

Cet article portant sur la place des hydrocarbures dans l'économie algérienne, a pour triple objectif, à savoir :

- Mettre en exergue la dynamique de la dépendance aux revenus pétroliers ;
- L'évolution des exportations hors hydrocarbures ;
- Le niveau du développement et de diversification de la production hors hydrocarbures.

Afin de mener ce travail, nous avons exploité les données macroéconomiques diffusées par les institutions étatiques (Banque d'Algérie, Office National des Statistiques (ONS), etc.). Sans pour autant délaisser les données issues d'autres sources comme par exemple les institutions internationales, etc....

Sachant que les énergies fossiles dominent les exportations et en conséquence, par leur niveau de recettes, les finances publiques, engendrant une largesse des recettes par rapport aux besoins. La conséquence de cet embellie monétaire à été une baisse de la production industrielle qui ne représente que 5% du PIB, donc une destruction de la production. En contre partie cette situation a permis une augmentation des importations, ces dernières sont bien financées par les réserves en devises détenues par la banque centrale. Ce qui a induit une hausse de la consommation des biens importés de la population.

Mesurant et quantifiant les conséquences de cette situation sur l'ensemble de l'économie algérienne où les hydrocarbures occupent une place importante, cette conjoncture est devenue un axe de recherche vue sa masse de prépondérance sur l'économie algérienne.

En conséquence, la dépendance des finances publiques sur les revenus pétroliers à propulser les dépenses de l'Etat, en suscitant des importations massives des biens de consommation et en contraignant la diversification des exportations ce qui a abouti à une baisse de productivité de l'industrie en Algérie, ce qui est l'objectif à prouver à partir de ce travail.

Notre article comporte deux parties, la première partie porte sur les travaux consacrés à l'étude de l'économie algérienne ; et la seconde est l'étude des données, et c'est à partir de celle-ci que nous allons analyser et interpréter ces données en soulignant les principaux résultats.

1.1 Revue de la littérature sur l'économie algérienne

A partir de ce passage théorique, nous allons souligner la dépendance du secteur pétrolier dans toutes les phases économiques qu'a connu l'Algérie. Dans ce contexte, nous avons structuré le cadre historique de l'économie algérienne en deux périodes, la première de 1962 jusqu'à 1999, et la deuxième de 1999 à nos jours.

1.1.1 Algérie indépendante

Avant juillet 1962, date de l'indépendance, les structures de l'économie algérienne étaient celles d'une colonie qui avait vocation de satisfaire les demandes de la métropole dans certains biens, tout en étant un marché pour celle-ci, qui était donc le réceptacle de sa production industrielle. L'organisation économique était calquée sur celle de la métropole pour la société coloniale et une autre organisation de non droit régentait l'algérien. On se trouve de ce fait dans une économie duale.

1.1.2 Période 1962-1967

Après juillet 1962 jusqu'en 1967, cette phase de l'histoire représente une phase post-indépendance (période mouvementée), les structures de l'économie algérienne étaient modifiées en fonction des impératifs de la période (structures politiques, économiques, culturelles et sociales).

1.1.3 Programmes de planification

A partir de 1967, les autorités algériennes ont commencé le lancement des programmes de planification, nous distinguons trois plans à savoir :

- le plan triennal 1967/1969 : à partir de ce plan d'investissement, les autorités ont pris l'initiative de la mise en place des entreprises publiques actives dans le domaine manufacturier et dont les recettes de financement du projet provenaient de la commercialisation des hydrocarbures.

- le plan quadriennal 1970/1973 : lors de cette phase historique, l'Algérie a connu la nationalisation des hydrocarbures pour financer l'internationalisation, après le privilège de la France des revenus des exportations des hydrocarbures mis en exploitation à partir de 1956. Ce plan a été suivi par un second plan quadriennal (1974/1977).

Après l'indépendance, l'Algérie adoptait une stratégie sur l'industrie industrialisante, en mettant en place le premier modèle de développement algérien, modèle d'industrialisation des années 1970 où le rôle de l'Etat était axé sur « l'idée de base de ce modèle est que l'Algérie, pays sous-développé, ne peut réussir son développement économique et social que grâce à l'industrie. Plus exactement, il faut mettre en place des industries industrialisantes que G. de Bernis a formalisé théoriquement. Dans le cas algérien, les branches industrialisantes sont : la sidérurgie, la mécanique, l'électromécanique, la chimie, ainsi que l'énergie.

Les industries projetées sont hautement capitalistiques et de très grande dimension. Leur mise en place suppose des capacités financières que le privé local est incapable ou non intéressé pour prendre en charge. Seul l'Etat alors, grâce à sa maîtrise du secteur des hydrocarbures et sa transformation en secteur de financement, peut mener à bien cette tâche. Mais le rôle de l'Etat ne se limite pas aux seules opérations de financement de l'industrialisation, il s'étend à d'autres domaines, se veut plus global en imposant une planification centralisée »¹.

Ce programme industriel a connu un échec, cet échec est justifié par le manque de main d'œuvre qualifiée, en outre le manque des procédés techniques avancées, citons aussi le protectionnisme de l'Etat algérien à cette époque comme une contrainte sachant que « le secteur industriel consomme son capital puisqu'il ne dégage pas de ressources suffisantes pour assurer son renouvellement. L'équilibre

¹DAHMANI, A. (1999), *l'Algérie à l'épreuve : Economie politique des réformes 1980-1997, préface de CHAVANCE, B.* édition LA NOUVELLE IMPRIMERIE LABALLERY, France, pp31-32.

« passe donc par la prise en compte du seul secteur des hydrocarbures par le biais du budget de l'Etat qui enregistre une hausse continue de la fiscalité pétrolière alors que la fiscalité ordinaire baisse de façon sensible»²

Le Tableau n°1 montre la contribution de la fiscalité pétrolière dans les recettes de l'Etat depuis 1963 jusqu'au 1980, cette contribution qui a servi à l'émergence du secteur manufacturier. Observons:

Tableau n°1. Parts des ressources fiscales (%)

	1963-66	1967-69	1970-73	1974-77	1978-79	1980
Fiscalité ordinaire	66.0	60.0	58.0	34.3	32.6	34.2
Fiscalité pétrolière	12.0	23.0	31.5	54.6	57.2	63.3

Source : M. Ecrement, Indépendance politique et libération économique, ENAG/OPU/PUG, 1986, p57. Cité par DAHMANI, A. (1999), l'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes 1980-1997, édition la NOUVELLE IMRIMERIE LABELLERY, France, p35.

Après la phase "de repos" (1978/79), phase de bilan qui avait suivi la période de planification centralisée, le nouveau président de la République a entamé des changements structurels progressivement par rapport au régime précédent, et ce dernier a quand même lancé un programme de planification s'agissant du plan quadriennal (1980/84), lors de cette amplitude, l'économie algérienne a connu des réformes des entreprises publiques dès 1980 suivies par celle de l'autonomie de ces dernières, en 1988.

Un deuxième plan dans ce contexte, plan quinquennal (1985-1989) qui « vise à concrétiser les orientations du 5^{ème} congrès du parti du FLN et les résolutions de la 12^{ème} session du comité central (art 2 de la loi du 24/12/1984 portant plan quinquennal 1985-1989)»³ dans le cadre de la restructuration de l'économie algérienne.

Suite à la persistante crise du contre-choc pétrolier de 1986, causée par la chute des cours du pétrole sachant que les hydrocarbures représentent plus de 90% des exportations nationales, face à cette situation les autorités algériennes ont dû recourir à la dette extérieure auprès du FMI afin de combler le déficit budgétaire de cette époque,

²Ibid. p35.

³DENIDENI, Y. (2002), *la pratique du système budgétaire de l'Etat en Algérie*, édition Office des Publications Universitaires, Ben-Aknoun, Alger, p99.

cette phase dans l'histoire de l'économie algérienne a été une leçon pour les autorités politiques dont ces dernières ont pris l'initiative de créer un fonds de secours dans le cadre du financement autonome de la dette publique et externe et le financement du déficit budgétaire, ce fonds est institué en 2000 sous le nom du Fond de Régulation des Recettes (FRR), ce dernier est réalisé à partir des excédents des hydrocarbures comme réserves. Dans ce contexte la couverture des dépenses algériennes est dépendante principalement des revenus pétroliers (la fiscalité pétrolière), ce qui est un point abordé dans ce travail.

Suite à la crise de quasi cessation de paiement de la dette accordée par le FMI, les autorités algériennes étaient dans l'obligation d'un ajustement structurel pour pouvoir servir la dette extérieure, à cette époque, l'économie algérienne a connu un ajustement structurel en 1994 où les revenus des hydrocarbures ont servi le remboursement de la dette⁴ et la couverture des dépenses publiques. Sachant que « la dette extérieure était de 17 milliard en 1987, de 26.4 milliards à la fin de 1993. On voit bien ici que c'est entre 1987 et 1994, que les dérèglements macro-économiques et macro-financiers se sont installés dans l'économie algérienne et le chômage n'a cessé d'augmenter durant cette période »⁵.

Le problème qui se pose c'est que les hydrocarbures ont contribué à l'économie algérienne après leur nationalisation, au développement du secteur industriel et les infrastructures (les plans de Boumediene), mais à partir de 1999 la rente pétrolière est utilisée pour la consommation, elle est orientée pour la couverture des dépenses de l'Etat en premier degrés. Observons le tableau suivant qui montre les volatilités qu'a connu le secteur industriel algérien depuis la phase de relance économique :

⁴Les dividendes des dettes empruntés par l'Etat représentent des dépenses à rembourser chaque année par l'Etat endetté.

⁵BOUZIDI, A. (1999), *les années 90 de l'économie algérienne : les limites des politiques conjoncturelles*, édition ENAG, Alger, p10.

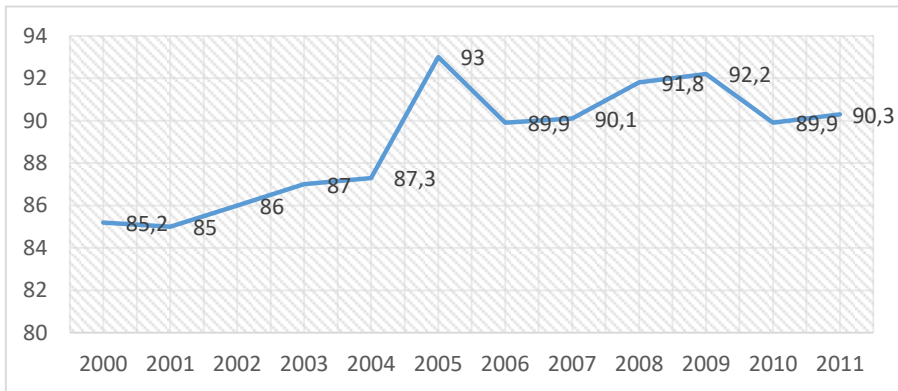
Tableau n°2. Evolution annuelle de l'indice de la production industrielle (Secteur public national) 2000-2011

Base 1989=100

Intitulé	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice général	85.2	85.0	86.0	87.0	87.3	93.0	89.9	90.1	91.8	92.2	89.9	90.3

Source : Office National des Statistiques (ONS), p166.

Graphe n°1. Evolution annuelle de l'indice de la production industrielle (secteur public national) 2000-2011



Source : Graphe fait par les auteurs en se basant sur le tableau n°2.

D'une façon générale et d'un aperçu global, nous observons à partir de cette courbe que l'indice annuel industriel a connu une certaine volatilité pendant les années 2000-2011, une tendance lourde non uniforme, remarquons des cycles d'instabilité où le premier point de retournement a été enregistré en 2004, une augmentation progressive de 2000 à 2004 et puis atteignant un pic maximum l'année 2005, sachant que lors de cette année les cours des énergies fossiles ont connu une augmentation de 28.50 (2000) jusqu'à 54.64 (2005). Une expansion économique qui s'est renversée pour une récession (cycle 2005-2006) et puis notons une phase d'instabilité économique, des volatilités entre augmentation et baisse malgré l'accroissement des

prix des hydrocarbures⁶ (la rente pétrolière), en se rendant compte que cette dernière a été utilisée pour couvrir les dépenses publiques qui ont été destinées pour la consommation.

Dans ce contexte, cette deuxième phase qu'a connue l'Algérie depuis 1999 et que connaît encore actuellement, est complètement différente à celle d'après l'indépendance.

2. Développement de l'étude empirique et résultats

2.1. La contribution des hydrocarbures dans les exportations algériennes

Les hydrocarbures représentent plus de 98% des exportations algériennes, observons le tableau suivant :

Tableau n°3. La contribution des hydrocarbures dans les exportations algériennes

(En million de dollars E.U.)

Année	Exportations	Energies	Exportation hors hydrocarbures	Valeur unitaire des exports du pétrole (dollars Us/b)
2003	24465	23988	477	28.96
2004	32208	31548	660	38.66
2005	46495	45588	907	54.64
2006	54792	53608	1184	65.85
2007	60917	59605	1312	74.95
2008	79120	77192	1928	99.97
2009	45477	44411	1066	62.25
2010	57762	56143	1619	80.15
2011	73802	71662	2140	112.94
2012	72620	70571	2048	111.0
2013	65823	63662	2161	109.0
2014	61172	58362	2810	100.2

Source : la banque d'Algérie ; bulletins statistiques trimestriels

www.bank-of-algeria.dz

A partir de ce Tableau, nous constatons que les principaux produits exportés par l'Algérie sont les hydrocarbures, et ces derniers ont connu un accroissement depuis 2003 jusqu'à 2008 dont ils ont atteint un seuil maximum dans l'histoire de l'économie algérienne grâce à la grimpée des prix de pétrole cette année là « 99.97 dollar américain »⁷.

⁶http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletin_seriesrestrospectives2011.pdf , p88.

⁷http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/bulletin_seriesrestrospectives2011.pdf

L'année 2009 a été une année de perturbation pour les transactions internationales à cause de la persistance de la crise des subprimes⁸, l'une des conséquences de cette crise est la chute des prix de pétrole, cette chute qui a influencé les exportations des énergies non renouvelables. Nous observons que les exportations en 2009 ont chuté de 79120million de dollar (E.U) en 2008 à 45477million de dollar (E.U) en 2009 à cause du retournement des exportations pétrolières de 77192million de dollar (E.U) en 2008 à 44411million de dollar (E.U) en 2009.

Tableau n°4. La contribution des hydrocarbures dans les exportations algériennes (%)

(En million de dollars E.U.)

Année	Exportations	Energies	Exportation hors hydrocarbures	%
2003	24465	23988	477	98.05
2004	32208	31548	660	97.95
2005	46495	45588	907	98.049
2006	54792	53608	1184	97.839
2007	60917	59605	1312	97.846
2008	79120	77192	1928	97.56
2009	45477	44411	1066	97.655
2010	57762	56143	1619	97.197
2011	73802	71662	2140	97.10
2012	72620	70571	2048	97.178
2013	65823	63662	2161	96.716
2014	61172	58362	2810	95.406

Source : la banque d'Algérie ; bulletins statistiques trimestriels

www.bank-of-algeria.dz

Le Tableau n°3 nous montre la contribution majoritaire des hydrocarbures dans les exportations algériennes, à savoir 98.05%, 97.95%, 98.05%, 97.85%, 97.56%, 97.66%, 97.20%, 97.10%, 97.18%, 96.72%, 95.41%respectivement depuis l'an 2003 jusqu'au

⁸La crise des subprimes (crise financière internationale) a été déclarée comme la plus rigoureuse et la plus grave crise, dont certains économistes ont nommé cette crise la crise de trois temps sachant que cette dernière a commencé au niveau du marché immobilier puis son ampleur a touché le secteur bancaire en influençant l'économie réelle. Cette crise économique qui est une suite des événements financiers qui ont abouti à un résultat négatif sur les économies mondiaux (on peut dire que c'est l'effet domino traduit par la contagion financière), a entraîné de son tour une crise de la dette souveraine.

2014. Ce qui prouve la contribution contingente des autres secteurs, 2 à 3% du total. Observant aussi la fluctuation de l'ensemble des exportations qui est liée aux fluctuations des prix de pétrole.

Selon le ministère du commerce, la balance des paiements est excédentaire grâce à la part de contribution des hydrocarbures à l'ensemble des exportations, observant le tableau suivant :

Tableau n°5. La contribution des hydrocarbures dans la balance commerciale

(En million de dollars E.U.)

Année	Exportations	Dont Energies	Exportation hors hydrocarbures	Importations	Balance Commerciale	Valeur unitaire des exports du pétrole (dollars Us/b)
2003	24465	23988	477	12606	11859	28.96
2004	32208	31548	660	17146	15062	38.66
2005	46495	45588	907	20357	26138	54.64
2006	54792	53608	1184	21456	33336	65.85
2007	60917	59605	1312	27439	33478	74.95
2008	79120	77192	1928	39479	39641	99.97
2009	45477	44411	1066	39297	6180	62.25
2010	57762	56143	1619	40212	17550	80.15
2011	73802	71662	2140	47300	26502	112.94
2012	72620	70571	2048	50375	22245	111.0
2013	65823	63662	2161	54909	10914	109.0
2014	61172	58362	2810	58330	2842	100.2

Source : la banque d'Algérie ; bulletins statistiques trimestriels

www.bank-of-algeria.dz

D'après ces données qui ont été collectées auprès de la banque d'Algérie, nous observons les chiffres qui révèlent que les exportations dominés par les produits carburants couvrent les importations (solde commercial positif), récapitulant que la balance commerciale est excédentaire durant la série 2003-2014, observons que chaque augmentation enregistrée dans les exportations celle-ci existe aussi dans les importations, et la même chose pour la baisse enregistrée en 2009 dans les deux parties de la balance commerciale. Soulignons que la balance des transactions courantes (balance courante dont la balance commerciale est dépendante) est un compte important dans la balance des paiements.

Le soutien des exportations algériennes hors hydrocarbures, est un acte qui a été intervenu par le ministère du commerce extérieur dans le cadre de l'encouragement des exportations hors hydrocarbures.

2.1.1 Le dispositif d'aide et de facilitation des exportations hors hydrocarbures adopté par le ministère du commerce :

Selon (TAKARLI ; A.2008)⁹ et sous l'égide du Ministère du Commerce, des mesures et des dispositifs de soutien ont été entrepris dans le cadre de la facilitation et l'encouragement des exportations hors carburants. Ça peut être représenté selon le schéma suivant :

Figure1. Les dispositifs de soutien initiés par le Ministère de Commerce



Source : schéma fait par les auteurs.

⁹http://ubifrance.typepad.fr/optimexport/files/intervention_mr_takarli.pdf

2.1.1.1 Le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE) :

Créé en 1996, le FSPE souligne deux objectifs de base, ceux du :

- remboursement des frais de transport, à partir des taux régis par le ministère du commerce, s'agissant d'un taux de 25% pour le transport des marchandises exportées, en outre la participation aux foires à l'étranger mesuré par un taux de remboursement de 65% et 35% ;
- remboursement des frais liés aux participations aux foires à l'étranger, deuxième instrument de promotion des exportations hors hydrocarbures à travers l'organisation des foires à l'étranger, dans le but des expositions des produits algériens à l'étranger, ces organisations s'effectuent annuellement sous l'égide du ministère du commerce en collaboration avec les principaux départements ministériels, à savoir : la MAE, Industrie, PME, Tourisme, CACI ALGEX, et des représentants des exportateurs à travers leurs associations, l'ANEXAL.

Les exportateurs qui participent aux foires étrangères bénéficient d'un taux de soutien financier de 65%, soulignons que les entreprises participantes à des foires et des salons à l'étranger à titre individuel, bénéficient eux aussi d'un taux de soutien de 35%. Parallèlement à ce dispositif, les institutions sectorielles l'ANART et la Chambre National d'Agriculture ou l'OTAN soutiennent les participations aux autres salons étrangers.

2.1.1.2 ALGEX :

L'agence de promotion des exportations PROMEX, créée en 1996 représentait l'outil performant adopté par le ministère du commerce afin d'atteindre l'objectif de promotion des exportations. Suivant le développement et restructuration de l'économie mondiale, cette agence a été transformée en 2004 en agence de promotion du commerce extérieur et dénommée ALGEX exerçant les mêmes activités.

2.1.1.3 La CAGEX :

La Compagnie d'Assurance et de Garantie des Exportations a été créée en 1996 afin d'appuyer et de favoriser les exportations hors hydrocarbures. Son rôle se consiste dans la couverture et l'assurance

des risques à l'exportation, en dotant l'acteur exportateur par l'accès aux informations sur le marché étranger, cette compagnie joue le rôle de garant dans le cas du non-paiement de l'importateur (aléas politiques, économiques, ...etc.). La Compagnie d'Assurance et de Garantie des Exportations a passé plusieurs contrats internationales dans le cadre de la coopération bilatérale dans le domaine de l'assurance des transactions internationales, comme la COFACE, Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, qui garantie les risques financiers à l'exportation.

2.1.1.4 Le couloir vert :

Cette technique concerne les facilitations accordées à l'exportation des dattes, le couloir vert est appliqué depuis septembre 2006, dans le but de la facilitation des procédures de l'exportation qui subissent le contrôle documentaire. Cette facilitation est accordée sur le long terme sur certains produits agricoles frais et produit de la pêche.

2.1.1.5 Les accords préférentiels :

Les accords préférentiels qui représentent un levier pour le développement des exportations HH ne sont pas tellement utilisés par les exportateurs. Les accords préférentiels résumés en trois pistes exploitables :

- **L'accord d'association avec l'union Européenne:** accord mis en application depuis le 1^{er} septembre 2005. L'union Européenne qui est l'un des premiers partenaires de l'Algérie (voir graphe n°1), avec 2/3 des exportations hors hydrocarbures, cette dernière ne bénéficie pas assez des produits algériens, sachant que le niveau d'exportation hors hydrocarbures reste très faible vers cette zone, voyons que les acteurs exportateurs algériens n'exploitent pas suffisamment les opportunités offertes par l'accord de l'association avec l'union européenne. Selon le Ministère du Commerce, les exportations HH ont progressé entre 2006-2007 de 745 million d'US\$ à 892 million US\$ marquant une augmentation de 20% mais ca reste une contribution très faible à l'ensemble des exportations. Cette faiblesse est expliquée par le Ministère du Commerce par la non-exploitation complète des opportunités offertes par l'accord d'association comme c'est cité auparavant, tenant compte de la masse du marché Européen et les conditions imposés par l'union.

- **Le bénéfice du Système Généralisé de Préférence accordé par les Etats-Unis depuis l'année 2004:** cet accord soutient les exportations des produits agricoles, agroalimentaires et artisanaux ainsi que les produits industriels dont le taux d'intégration converge à celui des produits cités afin de bénéficier d'avantages tarifaires préférentiels.
- **L'Accord bilatéral algéro-jordanien:** accord mis en vigueur depuis 2000, cet accord prévoit une exonération totale des droits de douanes à l'exportation et à l'importation, cas d'exception lorsque la liste des produits est négative.

2.2 La contribution des hydrocarbures dans le produit intérieur brut algérien :

La définition du revenu national comporte deux trajectoires, une définition standard et une autre théorique. Selon (PIKETTY, T. 2013), « le revenu national mesure l'ensemble des revenus dont disposent les résidents d'un pays donné au cours d'une année, quelle que soit la forme juridique que prennent ces revenus. Le revenu national est étroitement relié à la notion de "produit intérieur brut" PIB, souvent utilisée dans le débat public, avec toutefois deux différences importantes. Le PIB mesure l'ensemble des biens et services produits au cours d'une année sur le territoire d'un pays donné »¹⁰.

Observons les tableaux suivants:

Les Tableaux n°6 nous montrent la contribution du secteur pétrolier dans le produit intérieur brut algérien, observons:

¹⁰PIKETTY, T. (2013), *le capital au 21^{ème} siècle*, les livres du nouveau monde, édition SEUIL, Paris, p78.

**Tableau n°6. Contribution des hydrocarbures
dans le produit intérieur brut algérien
(Répartition sectorielle du PIB au prix constant de 2000-2013)**

En milliard de DA

Année	PIB	Hydrocarbures	Autres secteurs
2000	4123.5	1616.3	2239.4
2001	4260.8	1443.9	2514.0
2002	4477.866	1456.275	2649.41
2003	4980.425	1767.28	2831.96
2004	5572.987	2109.868	3058.026
2005	6727.01	3007.89	3276.935
2006	7465.848	3403.945	3630.86
2007	7921.68	3458.47	4012.855
2008	8934.586	4030.97	4376.189
2009	7603.356	2371.548	46893.89
2010	8802.466	3068.63	5184.98
2011	10201.699	3681.508	5920.008
2012	10393.74	3570.719	6128.087
2013*	10349.28	3103.06	6474.266

Source : fait par l'auteur depuis des données diffusées par la banque d'Algérie ; banque d'Algérie : bulletins des statistiques trimestrielles

www.bank-of-algeria.dz

(*) Données provisoires

Les Tableaux n°7 nous montrent la contribution du secteur pétrolier dans le produit intérieur brut algérien en pourcentage, observons:

Tableau n°7. Contribution des hydrocarbures dans le produit intérieur brut algérien (%)
(Répartition sectorielle du PIB au prix constant de 2000-2013)

En milliard de DA

Année	PIB	Hydrocarbures	%
2000	4123.5	1616.3	39.197
2001	4260.8	1443.9	29.69
2002	4477.866	1456.275	31.12
2003	4980.425	1767.28	31.18
2004	5572.987	2109.868	33.86
2005	6727.01	3007.89	43.31
2006	7465.848	3403.945	43.29
2007	7921.68	3458.47	39.96
2008	8934.586	4030.97	40.22
2009	7603.356	2371.548	25.49
2010	8802.466	3068.63	30.96
2011	10201.699	3681.508	31.59
2012	10393.74	3570.719	25.46
2013*	10349.28	3103.06	26.72

Source : fait par l'auteur depuis des données diffusées par la banque d'Algérie ; banque d'Algérie : bulletins des statistiques trimestrielles

www.bank-of-algeria.dz

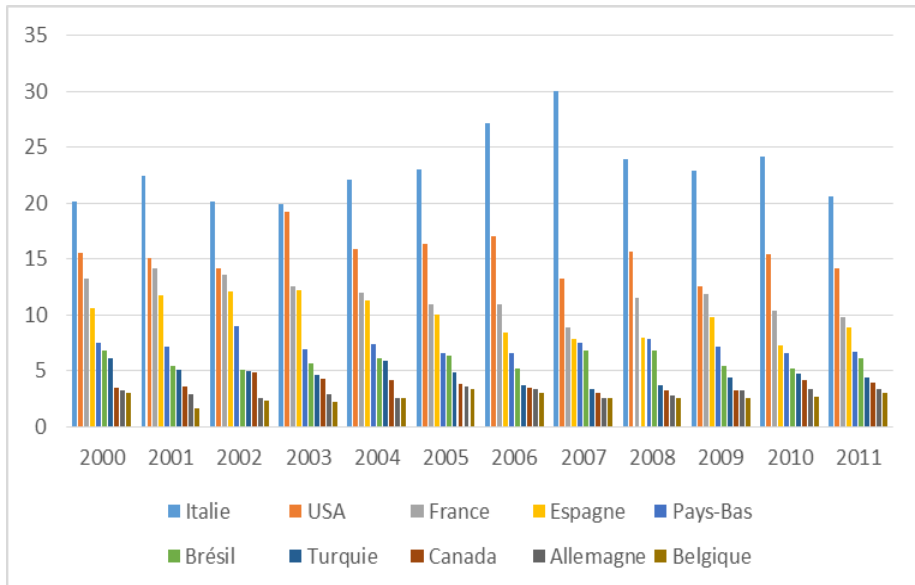
(*) Données provisoires

A partir du Tableau n°6, nous observons une augmentation consécutive du produit intérieur brut algérien, ce dernier a connu une augmentation de 10349.28 milliard de dinar algérien entre 2000 et 2013. Observant que la contribution des hydrocarbures durant les 14ans a dépassé les 40% du PIB durant les années 2005 et 2006, une augmentation qui a commencé par 29.69% en 2001, jusqu'à la connaissance d'un pic de cette contribution, celui de l'année 2005 traduit par un pourcentage de 43.31%.

Notons aussi que l'année 2009 a connu une baisse par rapport à l'année 2008, une différence de 1331.23 milliard de dinar algérien de

PIB avec une différence de contribution des hydrocarbures de 1659.42 milliard de dinar, une différence considérable causée par la chute des prix de brut à cette époque, sachant que l'année 2008 a été l'année du déclenchement de la plus rigoureuse crise mondiale après celle de 1929, la crise financière internationale initiée aux Etats unis et propagée ensuite en Europe, soulignons que les Etats unis et l'Italie, la France et l'Espagne sont les premiers clients de l'Algérie. Observons le graphe suivant:

Graphe 2. Les dix premiers pays clients de l'Algérie



Source : graphe fait par les auteurs en se basant sur les données de l'Office National des Statistiques (ONS), p89.

2.3 La contribution des hydrocarbures dans les recettes de l'Etat algérien :

A partir de ce passage, nous voulons démontrer que les finances publiques qui couvrent les emplois de l'Etat sont basées sur les revenus pétroliers, les hydrocarbures contribuent au financement des recettes budgétaires par le biais des revenus de la fiscalité pétrolière, le tableau suivant montre la contribution et la place stratégique des hydrocarbures dans les recettes publiques algériennes.

Tableau n°8. Budget générale de l'Etat algérien de 2000 à 2006 (en volume)

Unité : En million de DA

Dépenses			Recettes					Année
Totale	Equipement (Concours définitif)	Fonctionnement	Total	Non fiscale	Fiscalité pétrolière		Recettes fiscales	
1 178 122	32 929	856 193	1 578 161	55 422	%	1 173 237	1 522 739	2000
1321028	357395	963633	1505525	55 422	63.525	956389	1354627	2001
1528784.38	446544.415	1082239.97	1580585.63	174887.114	58.81	929610.569	1405698.51	2002
1550132.39	488419.858	1061712.53	1867107.33	155617.967	65.079	1215106.38	1711489.36	2003
171832.65	580296.498	1137693.5	2028102.77	148966.80	66.626	1351249.66	1879135.97	2004
1840887.23	723876.379	1117010.85	2765612.27	156562.304	73.56	2034481.03	2609049.97	2005
2150823.32	890086.80	1260736.52	3191516.88	179781.675	74.56	2379658.04	3011735.2	2006

Source : fait par les auteurs en se basant sur des données de l'office national des statistiques (ONS) : rétrospective statistiques 1962-2011, p216

Le Tableau n°8 traduit la situation budgétaire de l'Etat algérien entre 2000 et 2006, nous observons que la fiscalité pétrolière contribue aux recettes nationales de plus de la moitié, lorsque cette contribution est de 74.34%, 63.53%, 58.81%, 65.08%, 66.63%, 73.56%, 74.56% pour les années 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 respectivement, une contribution considérable qui influence les dépenses budgétaires de façon primordiale.

Notons l'année 2006 qui a marqué le plus grand volume de contribution, une part de 74.56% des recettes totales (3191516.88 million de dinar) qui a couvert une valeur considérable des dépenses 2150823.32 million de dinar algérien.

Tableau n°9. Etat des prévisions de recettes et dépenses dans les lois de finances (en volume) (2007-2014)

Unité : Mds de DA	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Fiscalité pétrolière budgétisée	973.0	782.545	1242.18	1347.57	1034.06	1007.158	1009.306	957.516
Fiscalité non pétrolière	829.6	769.317	883.37	914.409	1067.49	1221.54	1376.70	1602.536
Total des recettes	1802.6	1551.86	2125.55	2261.98	2101.55	2228.70	2386.008	2560.05
%	53.977	50.426	58.44	59.57	49.20	45.19	42.30	37.40
Dépenses de fonctionnement	1534.9	1627.68	1978.41	2083.24	2411.896	2972.138	2708.057	2861.26
Dépenses d'équipement	2048.9	1859.09	1981.54	2218.967	2236.18	1819.026	1589.13	1785.337
Total des dépenses autorisées	3583.8	3486.77	3959.95	4302.209	4648.079	4791.164	4297.189	4646.598

Source : fait par les auteurs en se basant sur des données de ministère des finances <http://care-dz.org/wp-content/uploads/2015/02/MH-018-Budget-2015-Care-13fev15-2.pdf>

Le Tableau n°9 nous montre les prévisions de recettes et dépenses dans les lois de finances en données réelles de l'année 2007 jusqu'à l'année 2014. Observons la contribution des hydrocarbures qui dépasse les 30% durant les années 2007 jusqu'à 2014, marquant le sommet de cette série chronologique, celui de la part de 59.57% du total des recettes réalisé lors de l'année 2010. Soulignons que la situation budgétaire est déficitaire durant la série chronologique. Rappelons que ces données représentent un Etat des prévisions, c'est-à-dire un déficit comptable qui va être comblé par les excédents de la rente pétrolière réservé au niveau du fond de régulation des recettes.

3. Conclusion

Partant que l'économie algérienne est passée de deux phases essentielles en se transitant d'une économie planifiée à une économie de marché, l'élaboration de ce travail était dans l'objectif de démontrer à partir d'une étude analytique, démontrer le rôle et la domination des hydrocarbures dans l'économie algérienne sachant que l'Algérie est l'un des grands pays exportateurs des hydrocarbures dans le monde.

Cette étude est basée sur des données antérieures qui nous a permis l'élaboration du présent article, des données sur lesquelles notre étude empirique a basé, concernant la phase de relance économique lors de l'adoption du programme de soutien à la relance économique.

Dans ce contexte, et depuis 1999 –dans le cadre d'une politique économique de type Keynésien– l'Algérie adopte une politique économique discrétionnaire à partir d'une politique budgétaire de dépenses en soutenant la consommation surtout celle marginale, sachant que ces dépenses sont financées principalement par les revenus pétroliers, soulignons le recule du secteur industriel hors hydrocarbures et accentuons que les énergies non renouvelables sont menacées par la détérioration.

A la fin de cet article, et à partir des résultats analysés, nous confirmons l'hypothèse selon laquelle cette recherche a été fondée, celle de la prépondérance des hydrocarbures dans l'économie algérienne. Cet article qui a tenté de démontrer l'influence des revenus pétroliers sur les finances publiques algériennes et leurs contribution dans la balance commerciale algérienne, a bien mis la lumière sur ce

point, dans cette perspective nous récapitulons que l'affaiblissement et le recul des autres secteurs productifs notamment le secteur industriel est dû, de manière indirecte, à la présence des ressources pétrolières affectées pour la consommation, cette culture de la rente qui a reflété et qui reflète encore négativement les comportements des agents économiques et puis l'économie algérienne.

Certes l'Algérie s'est bien bénéficié de l'augmentation des prix de pétrole qui a servi le remboursement de la dette extérieure et la relance des programmes structurels de développement à partir des excédents pétroliers, sachant que depuis la fondation du Fond de Régulation des Recettes (FRR) en 2000, l'Algérie n'enregistre pas de déficit structurel vis-à-vis la situation budgétaire, le déficit comptable est comblé par les excédents de la rente pétrolière, ainsi que les dépenses publiques, mais il viendra le jour de la pénurie de l'or noir et de la détérioration des ressources pétrolières, l'après pétrole que l'Algérie, et nous autant que chercheurs doivent travailler sur.

Bibliographie

➤ Livres

[1] BOUZIDI, A. (1999), les années 90 de l'économie algérienne : les limites des politiques conjoncturelles, édition ENAG, Alger.

[2] DAHMANI, A. (1999), l'Algérie à l'épreuve : Economie politique des réformes 1980-1997, préface de CHAVANCE, B. édition LA NOUVELLE IMPRIMERIE LABALLERY, France.

[3] DENIDENI Y, (2002), la pratique du système budgétaire de l'Etat en Algérie, édition Office des Publications Universitaires, Ben-Aknoun, Alger.

[4] PIKETTY, T. (2013), le capital au 21^{ème} siècle, les livres du nouveau monde, édition SEUIL; Paris.

➤ rapports scientifiques

[1] banque d'Algérie [en ligne] www.bank-of-algeria.dz

[2] TAKARLI, A. (2008), Les exportations hors hydrocarbures algériennes, Ministère du Commerce [En ligne] http://ubifrance.typepad.fr/optimexport/files/intervention_mr_takarli.pdf